

SYNTHESE DE LA RECHERCHE-ACTION

LA PRECARITE ALIMENTAIRE EST-ELLE TRAITEE DE LA MEME MANIERE PAR LES PAT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU HAUT ALLIER (CCHA) ET DU PAYS TERRES DE LORRAINE (TDL) ?

Les projets sont ancrés dans des réalités socio-économiques et politiques spécifiques. Néanmoins, on retrouve des similitudes dans les deux approches de la précarité :

- Des **dispositifs de distributions alimentaires et d'achats groupés** dont l'approvisionnement se tourne dans la mesure du possible vers l'approvisionnement local et durable (Emplette et Cagette en TdL, Libre-service du Secours Populaire en CCHA)
- Les salariés et bénévoles impliqués dans ces dispositifs **sont encouragés à adapter leur posture** vis-à-vis des personnes fréquentant le lieu (formation, sensibilisation, charte, coordination inter-structures).
- Des **lieux inclusifs** et accueillants pour échanger, réfléchir, travailler, commander, cuisiner, manger ensemble (Kalipolys à Langogne, LaboCap en Lorraine, groupement d'achats, jardins partagés). C'est au sein de ces espaces de rencontres et d'échanges que **se construit une approche renouvelée de la lutte contre la précarité**.
- Ces lieux ne sont pas uniquement alimentaires. Outre leur capacité à donner de la dignité et de la capacité d'agir aux personnes vulnérables, ils constituent **un lieu de loisir, repos et d'expression artistique** (Kalypolis, pièce de théâtre sur la justice alimentaire en Lorraine)

LES CHANGEMENTS VISES CONCERNENT-ILS LES MEMES PERSONNES ? SONT-ILS DE MEME NATURE ?

Les acteurs visés par ces interventions se recoupent également. On y retrouve en priorité :

- **Les personnes en situation de vulnérabilité**. Soulignons que dans les deux cas, il y a un effort porté sur le fait de ne pas les désigner comme des « bénéficiaires » : « partenaires » à Kalipolys, « VIP¹ » en Terres de Lorraine. Pour les deux initiatives, les changements visés concernent : les pratiques alimentaires et les conceptions qui y sont rattachées, les liens sociaux, la capacité d'agir, le mieux-être à travers des dispositifs dignes et valorisant ;
- **Les personnes impliqués dans les dispositifs de solidarité**, salariés et bénévoles. Les PAT (toujours en partenariat avec ces derniers !) visent à insuffler de nouvelles postures, une culture commune sur la précarité et les inégalités de santé – avec pour objectif parallèle de les faire travailler de manière coordonnée ;

D'autres acteurs sont ciblés, dans une moindre mesure :

- Les citoyens pour changer leur regard sur la précarité ;
- Les agriculteurs pour les associer à un approvisionnement local et de qualité ;
- Les acteurs de « l'éducation » à la santé et à l'environnement qui sensibilisent les ménages précaires
- Les élus – surtout en pays Terres de Lorraines – pour les éclairer sur la réalité de la précarité sur leur territoire, inconnue voire tabou, et les encourager à soutenir des dispositifs de solidarité institutionnels et associatifs qui aient du sens.

¹ VIP désignant les personnes vivant la précarité alimentaire ou l'ayant vécue

Dans les deux cas, les acteurs privés de la distribution sont absents ou presque. Il est très difficile de les mobiliser et d'infléchir leurs pratiques (au-delà de la ligne d'ambition des PAT ?). On sait pourtant qu'ils jouent un rôle clef sur le paysage alimentaire des mangeur-citoyens².

UNE GRILLE D'ÉVALUATION SYALINNOV ADAPTEE A LA PRECARITE ALIMENTAIRE.

Ces analyses issues du terrain, couplées avec des réflexions amorcées sur d'autres terrains Syalinnov et des documents externes³ nous permettent de proposer une grille d'évaluation ciblée sur le critère de précarité alimentaire.

La grille reste basée sur les 5 dimensions de proximités déclinées en neuf critères d'évaluation⁴ - dont 5 déjà présents dans la grille « classique ».

La dimension cognitive s'adresse à tous les mangeurs, dont les précaires, pour les rapprocher cognitivement de l'alimentation et du système alimentaire : *qu'est-ce qu'un repas équilibré ? comment cuisiner et/ou manger sain de manière économique ? qui sont les producteurs de mon territoire, comment sont produits les aliments et d'où viennent-ils ?* etc. Au-delà des savoirs et savoir-faire, ce critère met en exergue les contraintes matérielles auxquelles sont confrontés les ménages précaires : accès aux équipements pour cuisiner, accès à l'énergie.

La dimension sociale s'intéresse aux liens créés autour de l'alimentation (repas, ateliers, lieux d'achat et de distribution). Elle est enrichie par la vigilance portée sur les systèmes de solidarité endogènes. Il est en effet primordial de connaître les dispositifs informels préexistant à une intervention de solidarité alimentaire – et de les supporter avant de vouloir créer un dispositif ad-hoc. Nous avons choisi d'intégrer en outre le critère d'accès économique à l'alimentation.

La dimension politique est renforcée par rapport à la grille Syalinnov classique. Elle se décline à trois niveaux : le renforcement de la capacité d'agir des personnes concernées sur ce qu'elles mangent (*empowerment*), la nécessaire coordination des dispositifs institutionnels et associatifs, l'effort à fournir pour inciter les élus à mobiliser leurs compétences pour lutter contre la précarité et ses conséquences sociales.

La dimension géographique reprend l'idée d'un accès physique à l'alimentation. En plus des aspects quantité, qualité, diversité, c'est la situation géographique des lieux de distribution et de distribution qui paraît essentielle (préoccupations de mobilités en milieu rural, de *marécages alimentaires* en milieu urbain). L'aspect socio-culturel de l'accès alimentaire est traité à travers les « dispositifs dignes et non discriminant » de la dimension politique.

La dimension économique s'attache à évaluer si les aliments qui approvisionnent les dispositifs et les points de vente alimentaire fréquentés par les ménages sont issus de filières vertueuses : bio, équitable, saine, valorisant les ressources locales, etc.

² Et sur l'aide alimentaire (collecte, banque alimentaire – mais aussi la logistique avec achat de camion pour la distribution, par l'enseigne Lidl pour les Restau du Cœur par exemple).

³ Citons ici les nombreux SoWhat sur la thématique diffusé par la Chaire alimentation du Monde <https://chaireunesco-adm.com/So-What>, les publications publiées par la Fondation Carasso (<https://www.fondationcarasso.org/alimentation-durable/#nos-ressources>) ainsi que les travaux des sociologues de l'Inrae de l'UMR Innovation.

⁴ Un critère étant ce que l'on souhaite *signifier* – tandis qu'un indicateur en est un *signifiant*

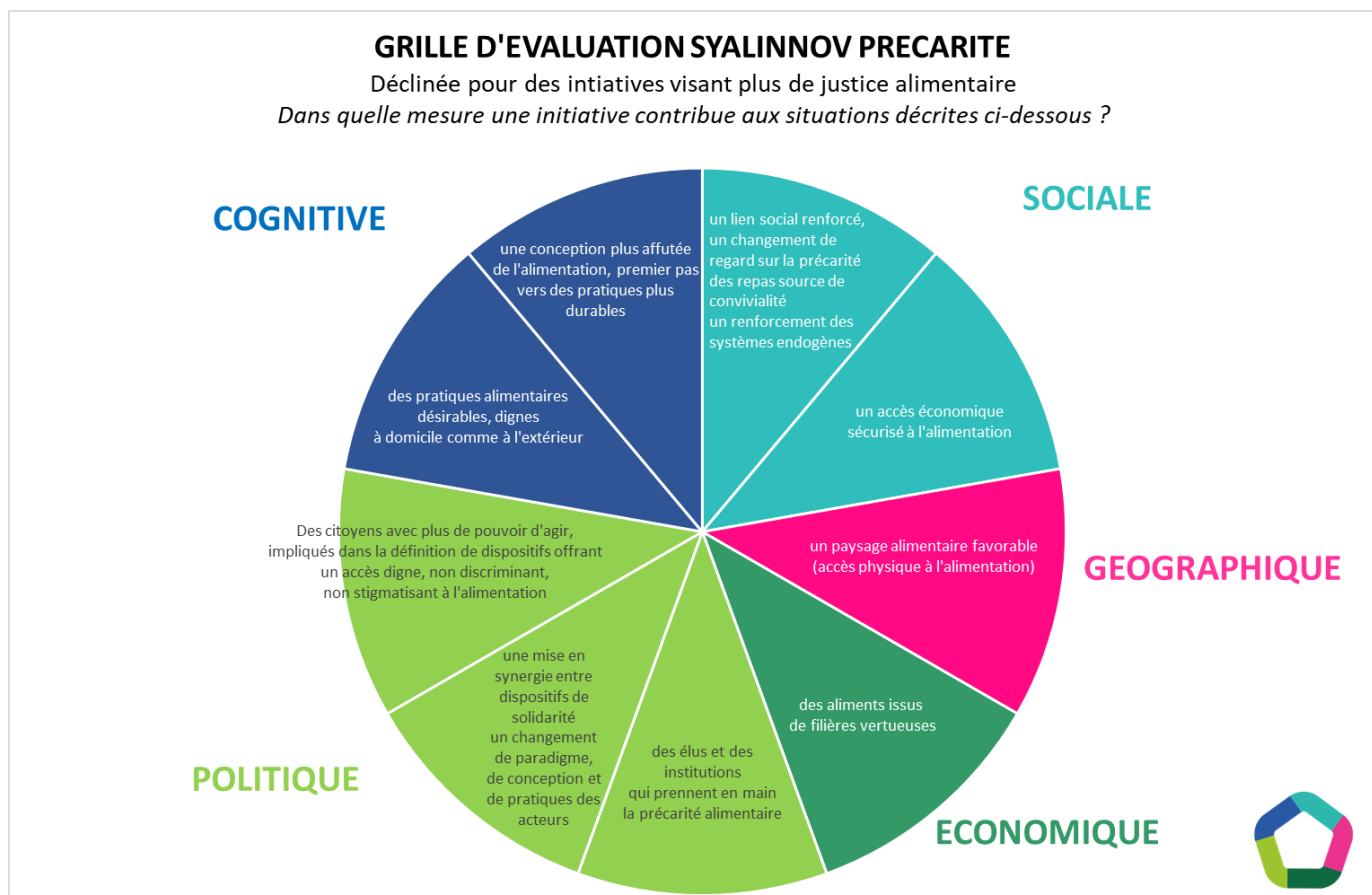


Figure 10. La grille d'évaluation Syalinnov Précarité

DIMENSION	CRITERE
COGNITIVE	une conception plus affûtée de l'alimentation, premier pas vers des pratiques plus durables
	des pratiques alimentaires désirables, dignes, à domicile comme à l'extérieur
SOCIALE	un lien social renforcé, un changement de regard sur la précarité des repas source de convivialité un renforcement des systèmes endogènes
	un accès économique sécurisé à l'alimentation
POLITIQUE	des élus et des institutions qui prennent en main la précarité alimentaire
	une mise en synergie des dispositifs de solidarité un changement de paradigme, de conception et de pratiques des acteurs
	Des citoyens avec plus de pouvoir d'agir, impliqués dans la définition de dispositifs offrant un accès digne, non discriminant, non stigmatisant à l'alimentation
GÉOGRAPHIQUE	un paysage alimentaire favorable (accès physique à l'alimentation)
ECONOMIQUE	des aliments issus de filières vertueuses

PRECARITE = DURABILITE ?

Le travail mené sur la thématique spécifique de la justice alimentaire nous a conduit à remodeler la grille généraliste de Syalinnov. Nous espérons que cette grille à 9 critères sera utile et efficace pour l'évaluation de projets de lutte contre la précarité. Nous espérons aussi que cela n'empêchera pas les porteurs de projet de penser la durabilité au-delà de la justice sociale. En Terres de Lorraine comme dans le Haut-Allier, les acteurs s'y attellent en travaillant avec des structures de l'éducation à l'environnement ou avec des jardiniers permacoles. Néanmoins, ces actions occupent une place secondaire. En conséquence, l'environnement est relégué en arrière-plan dans la nouvelle grille proposée, renseigné surtout par le critère de *filière vertueuse*. Avec Syalinnov classique, la question environnementale était également abordée via l'impact du transport des mangeurs et l'impact de leurs régimes alimentaires. Il nous semble qu'aux yeux des acteurs de lutte contre la précarité, la capacité des ménages à se déplacer (mobilité contrainte) et la qualité nutritionnelle des repas (santé) priment face à leur impact environnemental.

Pourtant, le concept d'une santé universelle (*One health*) développé au début des années 2000 s'impose de plus en plus chez les décideurs du monde entier. Il nous semblerait pertinent de combiner une grille spécifique *précarité alimentaire* pour traiter finement des enjeux – tout en conservant la capacité à prendre du recul sur l'écosystème global du territoire alimentaire. Au cadre d'analyse proposé ci-dessous, viendrait s'ajouter un cercle englobant ou une nouvelle portion prenant en compte les interactions du système alimentaire avec l'écosystème naturel, ses fonctions utilitaristes (pollinisation, stockage de l'eau, stockage matière organique) et non utilitaristes (biodiversité, filtrage de l'eau, régulation du climat)

FACTEURS DE VULNERABILITE ALIMENTAIRE

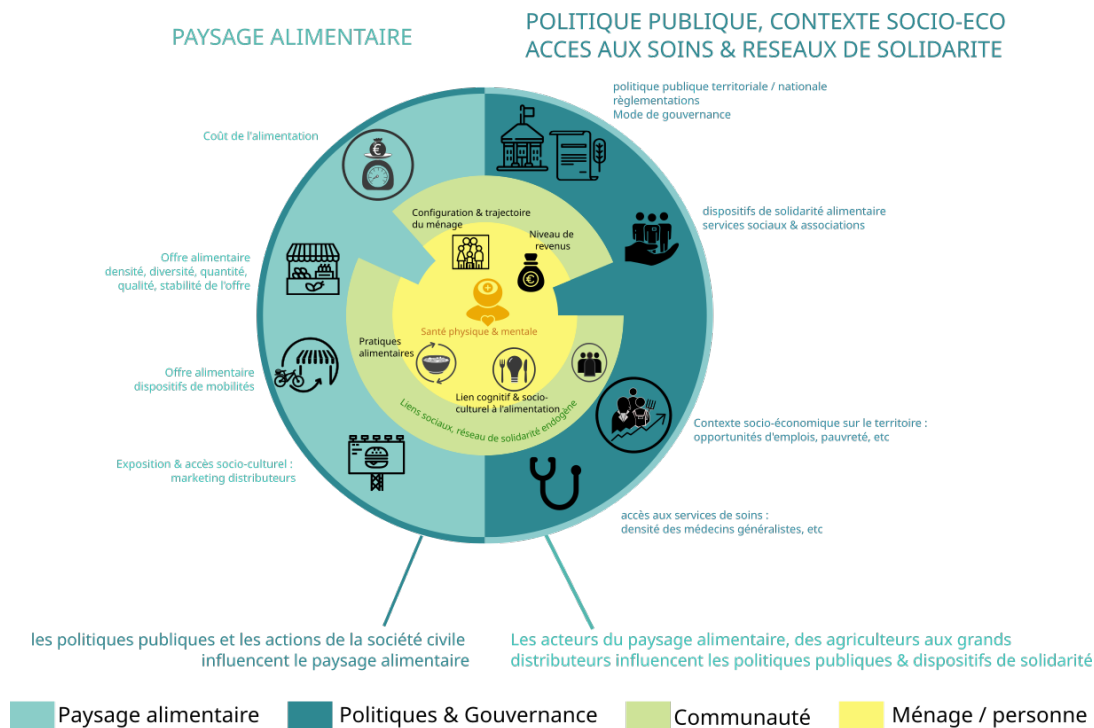


Figure 11. Facteurs de vulnérabilité alimentaire

Remarque : Ce schéma intègre les facteurs proposés dans le cadre du projet Obsoalim <https://obsoalim.lebasic.com/> : contrainte économique, isolement social, information alimentaire insuffisante, environnement alimentaire appauvri